



Premières nouvelles du démarrage international du volontariat sY.

Des bonnes idées éco-humanistes semblent se concrétiser, depuis la première diffusion et le libre partage des documents concernant le [volontariat sY](#) (en 2012).

Plusieurs articles de presse publiés sur internet, et plus particulièrement certaines informations connexes distillées au fil et au hasard des commentaires sur ces parutions, tendent à indiquer que des premiers groupes sY se sont déjà constitués depuis mi-2018 (notamment en Belgique, Italie, Chili, Venezuela, Canada, et Uruguay). Un bon début.

Les éco-humanistes intéressés peuvent aller fouiller davantage, puis comparer et partager leurs sources, d'autant plus que les articles en question et leurs commentaires peuvent être éphémères. Attention : cela nécessite de savoir et de pouvoir évoluer sur l'internet dit profond, voire noir, avec des instruments sécurisés (proxys, VPN, Tor, etc), et plusieurs langues sont à bien comprendre et traduire. Mais la véritable réinformation est à ce prix, et en l'occurrence le jeu peut en valoir la chandelle.

Car comme c'était prévisible, ces groupes sY semblent être constitués surtout de policiers, de militaires, et de magistrats (réservistes, retraités, ou en activité, ce n'est pas précisé), c'est-à-dire de personnes normalement de bonne qualité morale, dont la vocation est dès l'origine le service public et l'intérêt général, et qui agissent en synergie, à la fois officiellement et en secret, au cœur même de l'appareil sécuritaire de leur pays. Ce qui fait que cet appareil sécuritaire ne peut plus être fiable pour les manipulateurs crapuleux occultes qui parasitent le pouvoir public officiel. Dans chaque équipe ou service répressif, on ne peut alors plus savoir qui est, ou n'est pas, un volontaire sY, capable de faire échouer les plans antisociétaux, et de faire secrètement payer les fautifs.



Plus encore, il y a intrinsèquement dans ce processus un caractère viral, puisqu'il suffit d'un seul groupe sY pour que tôt ou tard il se duplique et essaime, générant d'autres groupes autonomes séparés, et ainsi de suite. Cela ne peut être contenu ensuite que par l'intervention de services judiciaires officiels, à la fois légaux et légitimes, intervenant hors de toute influence antisociétale. Autrement dit, seule une autorité publique légitime agissant hors de toute influence crapuleuse externe peut réguler un processus sY dans son pays.

Faut-il faire circuler et amplifier ce genre d'infos ? D'une part, cela dépend des pays. D'autre part, les groupes sY sont normalement capables d'évoluer en pleine sécurité et sans traces préjudiciables. Le peu qui filtre sur internet est donc théoriquement sans conséquence ni risques pour eux, et une info parallèle libre peut inciter à la création de nouveaux groupes indépendants. C'est à chaque internaute motivé d'apprécier son propre intérêt, tout en prenant soin d'éviter de diffuser des infos suspectes ou fictives.

Un prochain stade sera possiblement la création d'une communauté de moyens (de protection et d'information) entre groupes sY de pays différents, avec notamment la création d'un centre commun très sécurisé de gestion de l'information et des procédures visant les principaux criminels antisociétaux mondiaux. Un tel centre pourrait par exemple être situé à Cuba, en Bolivie, en Russie, ou dans tout autre pays où sa sécurité serait assez garantie. Ce n'est peut-être pas pour demain, mais ça reste une affaire à suivre, qui peut influencer fortement sur la correction sociétale mondiale en cours.